

Emily Hoyos «Les politiques n'ont pas les bonnes réponses»

Une année a passé depuis qu'Emily Hoyos a quitté la direction d'Ecolo. Silence radio. Jusqu'aujourd'hui. Elle renaît dans la peau d'une consultante. Dans sa nouvelle vie, Emily Hoyos veut parler avec le big business. «Ça ne sert à rien d'être radical et d'avoir raison tout seul dans son coin», dit-elle. Ecolo, entends-tu? *Par Martin Buxant*

Elle a coupé ses cheveux. C'est peut-être un détail pour vous, mais, pour elle, ça veut dire beaucoup. Nouvelle coupe de cheveux, nouvelle vie. Mardi midi, elle sort sur la terrasse qui domine la Meuse – un aplomb de 80 mètres au-dessus de Profondeville. Et elle montre au loin la maison communale, le collège de Godinne. «En contrebas, il y a l'ancienne maison de Benoît Poelvoorde, dit-elle. Maintenant, il est parti habiter à Jambes.» Et puis la Meuse. Qui serpente, un peu plus bas, une douzaine de kilomètres, et vous voilà au Grognon à Namur. Un peu plus haut en amont et vous êtes à Dinant.

Ici, c'est le hameau de Justin. Étranger, si tu veux faire les choses rapidement, alors passe ton chemin! À la manière du *slow food*, Emily Hoyos prend son temps. Elle a pris son temps. Pour elle, d'abord. Pour ses enfants, ensuite. Pour son compagnon – un aficionado des hières trappistes.

Emily, donc, a pris du temps. Dans la foulée de la déroute des verts au dernier scrutin, la coprésidente a quitté le navire Ecolo. Comme son binôme Olivier Deleuze. On n'écrira pas qu'ils ont été chassés, mais presque. On a beau vouloir faire de la politique autrement, chez Ecolo, la politique, cela reste la politique, et une défaite électorale, a fortiori si elle a été cuisante, ça se paie toujours. Même chez Ecolo.

La nuit des longs couteaux s'est éternisée. Échec électoral oblige, les capitaines Hoyos et Deleuze ont dû licencier 60% du personnel du parti. Une expérience dont elle dit ne pas être sortie indemne – obligée de mettre des amis à la porte. Elle s'est donc astreinte au silence, plus d'une année sans prendre la parole, depuis qu'elle a quitté la coprésidence. Et la voilà.

Car elle sait aujourd'hui ce qu'elle veut et surtout où elle veut aller. *Je pense très souvent à cette phrase de Dany Cohn-Bendit: l'important, ce n'est pas d'où nous venons, mais vers où nous allons.* En route!

;> Vous avez quitté la coprésidence d'Ecolo il y a juste un peu plus d'un an. Depuis, on était sans nouvelles de vous.

;> Vous savez, j'ai haïgné, de près ou de loin, dans la politique pendant 20 ans. Et j'ai 39 ans. Mon départ d'Ecolo a été douloureux, mais j'ai enfin pu lever le nez du guidon. Alors, on devient lucide sur le jeu politique, sur son propre rôle dans ce jeu politique, mais aussi sur les contraintes à l'intérieur desquelles il se pratique. La politique, c'est un jeu où on est dans une case et où on doit en permanence marquer sa case. La case de son parti.

;> Exit la politique, et qu'allez-vous faire? Ma personnalité première, c'est de jeter des ponts. C'est d'enjamber les murs. De la FEF à la politique, en passant par la Ligue des familles, j'ai toujours choisi de faire

des allers-retours. C'est mon carburant. J'ai étudié plusieurs pistes. Par exemple, devenir prof. Mais j'en ai choisi une autre, je vais faire de la consultance en stratégie, marketing, communication et public affairs.

Ah bon! Emily Hoyos passe dans le business?

La société est souvent en avance sur la politique. Le politique se préoccupe de son avenir à lui, alors que, dans la société, dans les entreprises, on a des gens qui avancent pour trouver des solutions. Comment puis-je jeter des ponts entre ces gens qui avancent et les politiques qui décident? C'est ce qui a nourri ma réflexion. J'ai été mise en contact avec un bureau, le bureau Akkanto. Les choses ont vraiment bien fonctionné, ils étaient intéressés par mon profil et on a commencé à travailler ensemble. Je passe par toutes les étapes que franchit une personne de 40 ans en reconversion professionnelle. Vous savez, chez Ecolo, il n'y a ni plan de sortie ni parachute. On ne vous propose pas d'entrer dans un cabinet ministériel.

Concrètement, votre nouveau boulot, en quoi consiste-t-il?

Je vais accompagner des entreprises, des organismes publics, des ONG, des grosses associations. Ce sont tous ceux qui font bouger la société d'une manière ou d'une autre. Comme présidente de parti, j'ai passé mon temps à faire du lien, à créer des alliances, ici, je traverse le miroir, c'est un prolongement. J'ai rencontré Thierry Bouckaert, le patron d'Akkanto, et le challenge qu'il m'a proposé m'a plu. J'ai l'impression d'avoir pu poser mes valises là où je vais être utile à la société.

Mais le monde des entreprises, pour lequel vous travaillez aujourd'hui, ce n'est pas de la philanthropie, ce n'est pas forcément de l'intérêt général, contrairement à la politique...

Non, je ne dis pas que les entreprises sont garantes de l'intérêt général; ça, c'est le rôle de la politique.

Vous avez l'air dégoûtée de la politique.

Je ne suis pas dégoûtée. (Elle cherche ses mots.) J'en connais les règles et les contraintes. Mais j'ai le luxe de pouvoir m'en aller au bon moment et de pouvoir lever le nez du guidon, je me rends compte à quel point le politique participe à sa propre délégitimation, la population n'a jamais été autant en attente du politique pour répondre aux grandes questions du moment – de la question climatique à celle de la radicalisation. Et il n'y a pas de réponse valable.

C'est bien ce que je disais: vous êtes dégoûtée de la politique.

Non, non. J'ai ce souvenir qui me revient: je mangeais, avec mon bourgmestre, à l'heure des attentats de «Charlie Hebdo». Et je reçois un SMS de mon attaché de presse qui me dit: «Il faut que tu viures, vite, là-dessus!» Est-ce que c'est vraiment ça que les gens attendent d'un politicien? Balancer 140 signes?

Il n'est pas interdit de marquer sa compassion.

Oui, mais marquer sa compassion, ça n'arrête pas les tragédies ni les barbaries.

On peut faire les deux et agir dans le cadre politique...

Aujourd'hui, les politiques sont coincés dans un spectacle; un jeu de rôle où tout doit être traduit le plus vite possible en 140 caractères. On ne sait plus rendre compte de la complexité des choses. Au nom de l'intérêt général, les politiques devraient sortir des cases où ils s'enferment.

Mais les patrons restent dans leur case, les syndicats restent dans la leur: on est tous, chacun à sa manière, coincés dans une case.

Il y a quand même un contre-exemple: la COP sur le climat. Tout le monde avait dit que c'était peine perdue et que ce serait un micro-accord. Or la cause du réchauffement climatique a su transcender les chefs d'État et chacun a fait un pas hors de sa case. On construit des murs partout, alors qu'on doit aujourd'hui enjamber les murs. Ma manière de concevoir le monde, c'est de dire, à un moment donné, que la cause est si grande, si importante, si urgente, qu'on a besoin de tout le monde pour avancer.

Par exemple?

Eh bien, pour réussir la transition énergétique, on a besoin d'Electabel. On a besoin de la grande distribution et de l'industrie agro-alimentaire pour remettre sur pied un modèle agricole, qui aujourd'hui tue agriculteurs et consommateur. Les chemins de traverse, c'est sympa, mais ce n'est plus suffisant.

Qui ciblez-vous?

Ceux qui, en politique ou ailleurs, préfèrent rester dans leur case en se disant qu'ils ont raison, tout seuls. Ma conviction, c'est qu'on ne résoudra pas les grands maux de cette époque tout seul. On n'a jamais raison tout seul.

Chez Akkanto, vous allez faire du lobbying sur le monde politique.

Le «public affairs» qui m'intéresse, c'est celui qui permet de sortir de la logique des blocs, des murs, des oppositions.

Akkanto, c'est aussi le «big business». Ils représenteraient, par exemple, les intérêts du milliardaire français Bernard Arnaud. Donc, il s'agit de ne pas être naïf non plus...

Oui, oui. Tous les grands acteurs du secteur énergétique sont aussi conseillés par Akkanto. Moi, ça m'intéresse de pouvoir parler avec eux du rôle de la transition énergétique. Les projets éoliens citoyens, c'est bien, mais ça ne suffit pas. On doit travailler avec des acteurs qui ont un vrai effet de levier sur le changement.

Il n'y a personne aujourd'hui au sein du monde politique qui trouve grâce à vos yeux?

Il y a plein de monde au sein du monde politique qui partage mon constat. Et qui se lève le matin en allant dans son gouvernement, dans son Parlement, dans son cabinet, en se disant: «Je vais devoir jouer le jeu et je sens que je suis à côté de ce qui est juste.» Il y a quelque chose qui ne tourne plus rond.

Mais que faudrait-il pour dépasser ces cases?

La Belgique a été capable de dépasser les oppositions pour produire du résultat et dépasser les crises: regardez le Pacte scolaire ou les réformes de l'État. Je veux être là où on peut jeter des ponts. Je ne dis pas que je vais réconcilier la FEB avec Marc Golet, mais bon, il faut travailler, il faut essayer. Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir une obligation de résultats.

En politique, l'obligation de résultats, ça s'appelle les élections. Vous êtes bien placée pour le savoir.

Quand on est présidente d'un parti qui a connu une énorme défaite électorale, par-

tir, cela doit permettre au collectif de tourner la page et de se choisir un avenir. Moi, j'incarnais l'échec. Même si, durant mon mandat, il y a eu une constante: parler avec tout le monde, éviter qu'Écolo soit la caricature de soi-même. Le débat électoral, particulièrement lors de la dernière campagne électorale, pousse à avoir une seule mesure très simple comme un étendard. Peu nuancée.

Donc impraticable?

Mais on sait très bien qu'on sera dans un gouvernement de coalition, et que donc la mesure va subir une série de transformations voulues par les autres partis politiques. Sinon vous restez tout seul avec votre belle mesure et vous regardez vos muscles dans le miroir en vous félicitant de ne pas avoir cédé.

C'est un peu le syndrome d'Écolo, ça, les mesures radicales.

La politique spectacle est partout: on assiste aux disputes entre Laurent Ledoux et Jacqueline Galant, mais ce qu'on a envie de voir, c'est une classe politique qui se mette à la hauteur et donne les moyens aux services de justice, à la prévention, aux communes et à l'enseignement, pour faire en sorte que des jeunes qui ont vécu ici n'aient pas envie de se jeter dans les bras de personnes qui leur promettent une vie heureuse dans l'au-delà.

Le gouvernement doit faire en sorte que les choses soient les plus sécurisées possibles, mais il faut aussi expliquer aux gens que le risque zéro, ça n'existe pas. Et quand, avec tout ce spectacle, on donne l'impression qu'avec quelques milliers d'euros en plus, on aurait pu éviter les attentats, je pense que c'est une erreur. Ce ne sont pas les bonnes questions. Quand on vient raconter que les musulmans ont dansé après les attentats, c'est semer la zizanie. Ça ne fait pas avancer le débat. C'est

la politique spectacle dans tout ce qu'elle a de pire, un football panique de tous côtés. Les défis sont gigantesques et l'attente de la population est énorme par rapport à cela. Si on vote demain, avec des politiques qui se sont données en spectacle, c'est la catastrophe.

Vous citez la phrase de Cohn-Bendit sur l'importance de savoir vers où on va.

Vous savez où Écolo veut aller, vous? Cela fait un an que je me suis imposé une distance dans l'analyse de ce que fait la présidence actuelle. L'écologie appartient à tout le monde, Écolo appartient aux militants, mais la ligne politique et la tactique, ça appartient aux coprésidents. Ils ont visiblement choisi une stratégie où j'entends souvent les mêmes mots qui reviennent.

Lesquels?

La radicalité. Ce n'était pas notre ligne à Olivier Deletue et à moi-même.

Vous êtes plus englobants?

Disons que nous étions persuadés que le compromis – même imparfait – amène toujours plus loin que la pureté inopérante. Ce qui compte, ce n'est pas de se regarder le nombril dans la glace en se disant qu'on a raison, il faut avoir noué des alliances, parfois inédites, qui permettent de transformer la société. Zakia Khattabi et Patrick Dupriez ne partagent pas cette analyse et ils ont été élus pour mettre en œuvre leur stratégie.

Ça fait plus d'un an qu'ils sont en place: avez-vous vu des résultats?

Ce n'est pas à moi à...

... venir dire qu'ils se plantent?

Je ne suis pas une belle-mère.

Quand vous entendez Zakia Khattabi

dire qu'elle a peur de reprendre le métro, vous trouvez que c'est le rôle du chef de file d'un parti politique que de semer la crainte et la panique sur les transports publics?

Comme tous ceux qui ont entendu et lu cela, j'ai été très étonnée. Le politique doit éviter de semer la panique. Mais j'imagine que ce n'est pas cela qu'elle a voulu dire.

Ah, vous voulez dire que Zakia Khattabi ne s'exprime pas clairement?

Je n'en sais rien. Elle s'exprime bien. Je pense qu'il est important qu'une présidente d'un parti écologiste rappelle aux gens qu'il est important de prendre les transports en commun pour se rendre au travail.

Écolo souffre du fait que le Parti socialiste soit aussi dans l'opposition?

Je pense que Jean-Marc Nollet et Kristof Calvo n'ont pas de leçon à recevoir du PS en matière de nucléaire, par exemple. Moi, je pense qu'Écolo a le meilleur core-business de tous les partis, le plus moderne. Écolo n'a pas besoin des petites piques pour être légitime, Écolo est légitime par son combat et l'urgence des causes qu'il défend.